

# **Rapport Moral : 39<sup>ème</sup> Congrès du SMG, Malakoff 2013**

**Où va le SMG ?**

**1) Une période agitée à l'avenir incertain**

**2) La concrétisation des revendications historiques du SMG**

**3) Une transition qu'il faut prévoir**

**1) Une période agitée à l'avenir incertain**

Il ne vous aura pas échappé que ce que nous disions l'année dernière sur l'incapacité du nouveau gouvernement à porter, d'une part, une politique de gauche s'appuyant sur la lutte contre les inégalités de santé et, d'autre part, à conduire une réforme du système de l'offre de santé également de gauche s'avère. Malheureusement, cet échec prévisible ne peut pas nous réjouir. La montée en puissance des corporatismes, du nationalisme, de la xénophobie et donc des forces de la droite conservatrice et de l'extrême droite modifie le paysage politique et nous contraint de penser l'avenir dans la ré-actualisation et le renforcement d'un combat politique pour la défense des valeurs humanistes et de solidarité qui sont les fondamentaux de notre engagement syndical. Il ne faut donc pas, de mon point de vue, envisager l'avenir du SMG seulement à l'aune de la réforme du système de santé, mais bien comme la possibilité de devoir défendre avec acharnement notre conception de la médecine, de l'accès aux soins pour tous, de la justice sociale, et de la liberté. Nous devons avoir à l'esprit cette réalité de la situation politique pour penser l'avenir du SMG. Cela concerne évidemment la stratégie du SMG, ses alliances au sein du mouvement des généralistes et, au-delà, avec les autres forces syndicales de soignants se réclamant de la gauche, mais aussi son engagement au sein du mouvement social, qui s'est traduit cette année par notre forte participation aux rencontres nationales de la Coordination Nationale de Défense des Maternités et Hôpitaux de Proximité. De même, nous sommes présents, du moins le plus possible que nous pouvons, dans le collectif national Notre Santé en Danger. Ces participations, si elles montrent que nous persistons dans notre volonté d'être acteur à la fois au sein du monde professionnel et dans le mouvement social, lui-même est en grande difficulté, nous conduisent à penser l'avenir en terme d'engagement politique tout autant que syndical. Il faut bien avoir à l'esprit que tout cela risque d'être bouleversé si, par malheur, la crise sociale et politique devait conduire à l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Il ne s'agit pas là de ma part d'une angoisse existentielle de pré-retraité, mais de l'analyse de la situation avec le mouvement des pigeons, la création de l'UFML, l'Union Française de la Médecine Libérale, et sa lutte contre le 1/3 payant, la défense des dépassements d'honoraires et, derrière tout cela, la volonté de détruire la protection sociale solidaire pour ce qui concerne le monde de la santé. Pour le reste du champ politique, l'actualité quotidienne apporte suffisamment d'éléments pour nourrir notre inquiétude. Il faut donc penser l'avenir du SMG en sachant que nous risquons d'être ballotés par un avenir incertain qui nous échappe. Il est donc difficile de planifier cet avenir et cela au moment même où nous pouvons et devons (?), nous réjouir de l'avancée que constitue la Stratégie Nationale de Santé.

**2) La concrétisation des revendications historiques du SMG**

Si nous reprenons l'essentiel de nos revendications fondatrices d'il y a 39 ans, nous ne pouvons que constater qu'elles sont aujourd'hui au cœur de l'actualité. Nous avons élaboré ces

revendications à partir d'une analyse du système de santé de l'époque, porté par Mai 68... nous voulions changer le monde ! Et nous étions influencés par Ilitch Cooper et autres penseurs de la contestation de l'ordre établi. Si aujourd'hui ces revendications deviennent des possibles, ce n'est pas parce que tout le monde c'est rallié à la pensée du SMG, mais parce que l'évolution des maladies (chroniques et complexes) nourrit la crise d'un système de soins, incapable de faire face aux changements sociaux et médicaux, tant il est empêtré dans une organisation et une pensée libérale de la médecine, qui n'est plus adaptée à toutes ces réalités. La sortie du paiement à l'acte, l'organisation collective de l'offre de soins, le développement de la santé communautaire, l'approche populationnelle et territoriale de l'organisation de la santé, la possibilité de pratiquer le 1/3 payant à grande échelle pour l'accès aux soins pour tous, la formation spécifique des médecins généralistes, la lutte contre l'emprise de l'industrie pharmaceutique... témoignent que nos revendications et notre combat pour le changement de système de santé reste fondamentalement d'actualité. Ce changement de système s'appuie sur des principes en rupture avec la médecine libérale, conçue comme porteuse de l'économie libérale, voire ultra libérale et propagandiste, de l'idéologie d'un système politique qui se construit sur les inégalités sociales.

Pour autant, ces avancées ne sont pas encore des réalités et, comme nous l'avions prévu, la mobilisation des forces de la réaction, du conservatisme libéral sont à l'œuvre pour faire échouer toutes ces transformations. Le gouvernement étant un gouvernement pusillanime, il ne faut pas compter sur lui pour être à l'offensive. C'est la mobilisation des forces de la médecine de 1<sup>er</sup> recours qui peut faire avancer et concrétiser ces changements : c'est le sens de notre participation au front des généralistes. Le combat pour la généralisation du 1/3 sera un test important pour mesurer les rapports de force. Mais la situation est complexe car dans le contexte politique général le gouvernement évitera la confrontation avec la médecine libérale, tant il en a peur, et tant il est obnubilé par la logique libérale de la lutte contre les déficits. Il continuera donc à mettre en péril la protection sociale solidaire avec comme corollaire la confusion sur la place et le rôle de la protection sociale complémentaire (voir pour cela l'accord national inter-entreprise qui impose le régime maladie complémentaire à tous les salariés, aux dépens de l'assurance maladie, ainsi que notre analyse du projet libéral de transformation de la protection maladie, cher au patronat, rapport Chadelat, qui reste d'actualité).

Notre posture dans le mouvement professionnel, où nous sommes perçus comme une force radicale de gauche, reste empreinte d'une certaine originalité puisqu'elle nous donnerait le droit d'être agitateurs d'idées, lanceurs d'alertes, mais certainement pas comme ayant une place dans l'organisation directe du système de santé. J'ai fortement perçu cela au moment du débat et des auditions aussi bien pour la Stratégie Nationale de Santé que pour le projet de loi sur l'accès aux soins de la sénatrice Aline Archimbaud. A l'inverse, dans le mouvement social radical de défense des services publics et de la protection sociale solidaire, nous sommes reconnus comme étant la force politique et syndicale antilibérale. Nous essayons de faire avec ces deux postures. Cela ne nous empêche pas de militer en tant que SMG au sein de structures à l'avant garde des transformations effectives du système de santé (FFMPS) ou de la contestation contre l'industrie pharmaceutique, ou pour l'accès aux soins et aux droits (Formindép, Comégas, Observatoire des droits des étrangers...).

Tout cela pour dire que nous occupons une place et que nous jouons un rôle important dans la lutte pour la défense de la protection sociale solidaire et dans la construction d'alternatives au modèle libéral. De ce point de vue, la question qui est posée dans le monde de la médecine et de la santé est de savoir comment la mutation de la médecine générale peut se faire, sur quel modèle économique et, alors, de savoir ce que veut dire médecine générale libérale dans un système où la rémunération des médecins n'est plus totalement libérale, où l'outil de travail n'appartient plus forcément aux acteurs de la santé, où la santé publique devient de la compétence des soignants, où l'offre de santé se construit à l'échelle d'un territoire et où la démocratie sanitaire investit le

quotidien des soignants. Que veut dire alors médecine libérale ? Que veut dire alors médecine salariale ? Que veut dire organisation collective de la médecine ? Que veut dire être acteur de santé plus qu'acteur de soin ? Que veut dire pluri-professionnel ... Toutes ces questions sont aujourd'hui posées. Nous n'avons pas la prétention d'avoir de bonnes réponses à toutes ces questions, mais nous avons la légitimité pour tenter d'apporter des réponses.

### **3) Une transition qu'il faut prévoir**

Comme nous avons pu le constater lors de la rencontre en Ardèche entre les « anciens » et les « plus jeunes », nous devons aussi faire connaître et partager avec les nouvelles générations ce que fut le combat du SMG. Car le paradoxe actuel réside dans le constat qu'au moment où les revendications du SMG deviennent réalité, les forces du SMG ont atteint leur niveau le plus faible et l'histoire de ses luttes se perd petit à petit. Les anciens disparaissent, les acteurs actuels partent à la retraite et les jeunes ignorent ce que fut notre combat. Notre objet d'aujourd'hui, c'est de transmettre ces savoirs et à partir de ceux-ci, dans le contexte politico-syndical actuel, d'imaginer ce que peut être l'organisation capable de poursuivre le combat avec des modalités de débat, d'élaboration, d'expression et d'organisation qui permettent à chacun de trouver sa place. Le modèle syndical, qui a prévalu jusqu'à ce jour, montre ses limites dans la période puisque il ne suscite pas l'envie de continuer le syndicalisme à la « Papa ». Il nous faut donc trouver rapidement un nouveau modèle pour continuer le combat pour un système de santé solidaire, humaniste, égalitaire. Ce modèle devra s'approprier l'histoire, l'expérience du SMG, mais il ne sera pas à l'image de ce que le SMG est aujourd'hui. Les possibilités sont nombreuses et, aujourd'hui, nous ne pouvons pas dire ce que sera la forme d'organisation de la lutte à venir : une fédération de collectifs locaux ? Une adhésion à une force syndicale plus représentative ? Une association organisée avec le mouvement social ? Un nouveau syndicat pluri-professionnel ... Ce qui est important c'est d'ouvrir le débat car je suis persuadé que l'histoire à venir va nous obliger à défendre nos valeurs dans l'adversité d'un monde politique hostile. Être organisé sera un avantage qui se construit aujourd'hui.

Didier Ménard